



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 68.011/2
du 7 octobre 2020

advies 68.011/2
van 7 oktober 2020

sur

over

un projet d'arrêté ministériel
'relatif à l'attestation
d'aptitude Dir-PC-Ops'

een ontwerp van ministerieel
besluit 'betreffende het
bekwaamheidsattest
Dir-CP-Ops'

Le 10 septembre 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé du Commerce extérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté ministériel 'relatif à l'attestation d'aptitude Dir-PC-Ops'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 7 octobre 2020. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 7 octobre 2020.

*

Op 10 september 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Buitenlandse handel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van ministerieel besluit 'betreffende het bekwaamheidsattest Dir-CP-Ops'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 7 oktober 2020. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 7 oktober 2020.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Le mot « assessment » est inconnu de la langue française, qui est l'une des deux langues dans lesquelles les arrêtés ministériels doivent être rédigés.

Il convient donc, dans toute la version française du projet, d'écrire « épreuve d'évaluation » à la place d'« épreuve d'assessment ».

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Il y a lieu de viser dans un alinéa 1^{er} nouveau le fondement légal de l'article 18, §§ 2 et 3, de l'arrêté royal du 22 mai 2019 'relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'évènements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national', qui procure le fondement juridique direct du projet d'arrêté ministériel à l'examen ¹.

2. Conformément à l'article 10 de l'arrêté royal du 21 décembre 2013 'portant exécution du titre 2, chapitre 2, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative', il y a lieu d'ajouter dans le préambule un alinéa faisant état du motif pour lequel il n'y a pas lieu de procéder à une analyse d'impact.

Cet alinéa sera rédigé comme suit :

« Vu le fait qu'en l'espèce, en vertu de l'article 8, § 2, 1^o, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative, le présent arrêté est excepté de l'analyse d'impact de la réglementation ; ».

¹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 23.2.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Au 4^o, il y a lieu d'ajouter le mot « fédéral » entre le mot « centre » et les mots « de connaissances de la sécurité civile », conformément à l'article 175 de la loi du 15 mai 2007 'relative à la sécurité civile'.

La même observation vaut pour les articles 3, 5, 7, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, et 8 du projet.

Article 4

Au 3^o, alinéa 2, l'auteur du projet doit, d'une part, s'assurer que la liste des certifications qu'il envisage est à jour et, d'autre part, s'il existe des certifications comparables à celles figurant dans le projet, être en mesure de pouvoir justifier, au regard du principe d'égalité et de non-discrimination à la fois entre établissements délivrant des certifications dans le domaine visé et entre candidats titulaires de certifications admises par rapport à ceux titulaires de certifications comparables non admises, pourquoi la liste des certifications ne les comprend pas.

Interrogé quant au choix des certifications retenues et au sort de celles qui leur seraient éventuellement comparables, le fonctionnaire délégué a répondu ce qui suit :

« L'art. 4, 3^o, du projet est inspiré de l'art. 67, § 1^{er}, alinéa 8, et § 3, de l'arrêté royal du 18 novembre 2015 relatif à la formation des membres des services publics de secours et modifiant divers arrêtés royaux :

§ 1^{er}. [...]

Le brevet de gestion de situation de crise est assimilé aux certifications de modules CRI-1, CRI-2 et CRI-3 des formations destinées à l'obtention des brevets OFF1, OFF2 et OFF3.

[...]

§ 3. Sont assimilés au brevet de gestion de situation de crise, à la condition que le titulaire porte le grade d'officier et soit titulaire du brevet de prévention incendie :

1^o le certificat 'Enseignement de Médecine de catastrophe - Organisation des Secours Médicaux en situation d'Urgence Collective', dispensé par l'Université libre de Bruxelles (ULB) ;

2^o le certificat 'Rampengeneeskunde en Rampenmanagement', dispensé par la Katholieke Universiteit Leuven (KULeuven) ;

3^o le certificat 'Médecine de Catastrophe', dispensée par l'Université catholique de Louvain (UCL) ;

4^o le certificat 'Rampenmanagement', dispensée par l'Universiteit Antwerpen (UA).

Il est formulé de la même façon pour garantir que les dispenses sont les mêmes pour la discipline 1 et la discipline 3.

Dans la pratique les formations plus récentes, qui portent un autre nom, mais qui ont au moins le même contenu peuvent aussi être reconnues par le Ministre comme des formations qui donnent droit à une dispense ».

À la lumière de cette réponse, la disposition sera revue de manière à actualiser les dénominations des formations qui y sont mentionnées et elle sera complétée pour habiliter le ministre à reconnaître les certifications qui leur sont comparables.

Article 5

1. À l'alinéa 3, on n'aperçoit pas si les mots « en fonction de la hiérarchie interne » se rapportent à la proposition à formuler par le service, qui ne pourrait supposément émaner que du membre du personnel disposant du grade le plus élevé dans ce service, ou s'ils se rapportent aux candidats à l'épreuve, qui ne pourraient alors être proposés que dans l'ordre de la hiérarchie interne, priorité étant alors sans doute réservée aux candidats disposant du grade le plus élevé.

Cet alinéa sera clarifié sur ce point.

2. L'alinéa 4 prévoit que les candidats à l'épreuve visés à l'article 4, 2°, sont proposés par le service Aide urgente, Direction générale Soins de santé du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement. Or cette règle est déjà contenue à l'article 4, 2°, d), du projet, ce dernier *littera* ajoutant toutefois que la proposition est faite « sur la base d'un courrier motivé, par la Commission de l'aide médicale urgente ».

L'une de ces deux dispositions sera dès lors omise. La cohérence du texte gagnerait à ce que ce soit l'article 5, alinéa 4, qui soit maintenu dès lors que des règles similaires sont également présentes à l'article 5 pour les candidats de l'ensemble des autres épreuves, avec l'ajout des mots « sur la base d'un courrier motivé, par la Commission de l'aide médicale urgente » qui figurent à l'article 4, 2°, d), précité.

Article 8

1. Au 1°, b), de la version française, il convient de remplacer les mots « brevet de gestion, visé à l'article 1^{er}, 25°, de l'arrêté royal du 18 novembre 2015, de situation de crise » par les mots « brevet de gestion de situation de crise, visé à l'article 1^{er}, 25°, de l'arrêté royal du 18 novembre 2015 ».

2. Le chapitre IV, comportant l'article 8, règle les mesures transitoires. Dans le 7° de cet article 8, il est prévu que le candidat doit avoir réussi l'épreuve d'« assessment » « visée à l'article 6 ». Ce dernier article n'était cependant pas encore en vigueur au moment où l'épreuve d'« assessment » a eu lieu.

Selon le fonctionnaire délégué, le but est de prévoir qu'il faut avoir réussi une épreuve d'« assessment » qui est du même niveau, consistant dans le même style d'exercices que

celle de l'« assessment » visée à l'article 6 du projet et que le candidat est évalué sur les mêmes points que ceux visés à ce même article 6.

Dès lors que l'article 6 n'entrera en vigueur qu'avec l'adoption de l'arrêté en projet, la disposition, qui entend permettre au Centre fédéral de connaissances de la sécurité civile de délivrer des attestations d'aptitude Dir-PC-Ops au candidat répondant aux conditions cumulatives prévues par l'article 8 « dans la période préalable à l'entrée en vigueur de cet arrêté », comme en dispose la phrase liminaire de l'article 8, n'est pas compatible avec le 7° de l'article 8 du projet. Compte tenu de ce que, selon l'article 45 de l'arrêté royal du 22 mai 2019, l'exigence d'être détenteur de l'attestation d'aptitude visée à l'article 18, §§ 2 et 3, de cet arrêté, est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020 et de ce que, comme l'a précisé le fonctionnaire délégué, des épreuves sont organisées depuis 2016, il y a lieu d'adapter le 7° afin de viser, non pas l'épreuve d'« assessment » telle qu'elle est prévue à l'article 6 puisque, par hypothèse, il n'est pas encore en vigueur, mais les épreuves qui sont effectivement organisées pour la délivrance desdites attestations.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Het woord “assessment” bestaat niet in de Franse taal, die één van de talen is waarin ministeriële besluiten moeten worden opgesteld.

In de Franse tekst van het gehele ontwerp dient dan ook “épreuve d'évaluation” in plaats van “épreuve d'assessment” te worden geschreven.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In een nieuw eerste lid dient te worden verwezen naar de rechtsgrond van artikel 18, §§ 2 en 3, van het koninklijk besluit van 22 mei 2019 ‘betreffende de noodplanning en het beheer van noodsituaties op het gemeentelijk en provinciaal niveau en betreffende de rol van de burgemeesters en de provinciegouverneurs in geval van crisisgebeurtenissen en -situaties die een coördinatie of een beheer op nationaal niveau vereisen’, dat de rechtstreekse rechtsgrond oplevert voor het voorliggende ontwerp van ministerieel besluit.¹

2. Overeenkomstig artikel 10 van het koninklijk besluit van 21 december 2013 ‘houdende uitvoering van titel 2, hoofdstuk 2 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’, moet in de aanhef een lid worden toegevoegd waarin melding wordt gemaakt van de reden waarom geen impactanalyse dient te worden uitgevoerd.

Dat lid moet als volgt luiden:

“Gelet op het feit dat krachtens artikel 8, § 2, 1°, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging, dit besluit in het onderhavige geval is uitgezonderd van de regelgevingsimpactanalyse;”.

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 23.2.

DISPOSITIEF

Artikel 1

In punt 4° dient het woord “Federaal” te worden ingevoegd voor de woorden “Kenniscentrum voor de civiele veiligheid”, overeenkomstig artikel 175 van de wet van 15 mei 2007 ‘betreffende de civiele veiligheid’.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 3, 5, 7, § 1, eerste en tweede lid, en 8 van het ontwerp.

Artikel 4

Eenzijds moet de steller van het ontwerp zich ervan vergewissen dat de lijst van de certificaten die hij in punt 3°, tweede lid, voor ogen heeft, up-to-date is. Indien er certificaten bestaan die vergelijkbaar zijn met die welke in het ontwerp worden vermeld, moet hij anderzijds kunnen rechtvaardigen waarom die niet in de lijst met de certificaten staan, dit in het licht van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, zowel tussen instellingen die op het beoogde gebied certificaten uitreiken als tussen kandidaten die houder zijn van toegelaten certificaten ten opzichte van kandidaten die houder zijn van vergelijkbare, niet-toegelaten certificaten.

Op een vraag over de keuze van de in aanmerking genomen certificaten en het lot dat eventueel vergelijkbare certificaten beschoren is, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

“L’art. 4, 3°, du projet est inspiré de l’art. 67, § 1^{er}, alinéa 8, et § 3, de l’arrêté royal du 18 novembre 2015 relatif à la formation des membres des services publics de secours et modifiant divers arrêtés royaux :

§ 1^{er}. (...)

Le brevet de gestion de situation de crise est assimilé aux certifications de modules CRI-1, CRI-2 et CRI-3 des formations destinées à l’obtention des brevets OFF1, OFF2 et OFF3.

(...)

§ 3. Sont assimilés au brevet de gestion de situation de crise, à la condition que le titulaire porte le grade d’officier et soit titulaire du brevet de prévention incendie :

1° le certificat ‘Enseignement de Médecine de catastrophe - Organisation des Secours Médicaux en situation d’Urgence Collective’, dispensé par l’Université libre de Bruxelles (ULB) ;

2° le certificat ‘Rampengeneeskunde en Rampenmanagement’, dispensé par la Katholieke Universiteit Leuven (KULeuven) ;

3° le certificat ‘Médecine de Catastrophe’, [dispensé] par l’Université catholique de Louvain (UCL) ;

4° le certificat ‘Rampenmanagement’, [dispensé] par l’Universiteit Antwerpen (UA).

Il est formulé de la même façon pour garantir que les dispenses sont les mêmes pour la discipline 1 et la discipline 3.

Dans la pratique les formations plus récentes, qui portent un autre nom, mais qui ont au moins le même contenu peuvent aussi être reconnues par le Ministre comme des formations qui donnent droit à une dispense”.

In het licht van dat antwoord moet de bepaling worden herzien teneinde de benaming van de erin vermelde opleidingen te updaten, en worden aangevuld met een machtiging aan de minister om de vergelijkbare certificaten te erkennen.

Artikel 5

1. In het derde lid is het niet duidelijk of de woorden “in functie van de interne hiërarchie” betrekking hebben op het door de dienst te formuleren voorstel, dat vermoedelijk enkel zou kunnen uitgaan van het personeelslid met de hoogste graad in die dienst, dan wel op de kandidaten voor de proef, die dan alleen zouden kunnen worden voorgedragen in de volgorde van de interne hiërarchie, waarbij dan wellicht voorrang zou worden verleend aan de kandidaten met de hoogste graad.

Dat lid moet op dat punt worden verduidelijkt.

2. Het vierde lid bepaalt dat de in artikel 4, 2°, kandidaten voor de proef worden voorgesteld door de dienst Dringende Hulpverlening, Directoraat-Generaal Gezondheidszorg van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu. Die regel is echter reeds opgenomen in artikel 4, 2°, d), van het ontwerp, waarbij deze laatste *littera* er evenwel aan toevoegt dat het voorstel wordt gedaan “op basis van een gemotiveerd schrijven, door de bevoegde Provinciale Commissie voor Dringende Geneeskundige Hulpverlening”.

Eén van die twee bepalingen moet dan ook worden weggelaten. Met het oog op een betere samenhang van de tekst zou artikel 5, vierde lid, moeten worden behouden daar artikel 5 ook gelijkaardige regels bevat voor de kandidaten van alle andere proeven; het zou dan moeten worden aangevuld met de woorden “op basis van een gemotiveerd schrijven, door de bevoegde Provinciale Commissie voor Dringende Geneeskundige Hulpverlening” die voorkomen in het voormelde artikel 4, 2°, d).

In de Nederlandse tekst van dat artikel 4, 2°, d), moeten de woorden “Leefmilieu op basis van” worden vervangen door de woorden “Leefmilieu op basis van”.

Artikel 8

1. In punt 1°, b), van de Franse tekst dienen de woorden “brevet de gestion, visé à l'article 1^{er}, 25°, de l'arrêté royal du 18 novembre 2015, de situation de crise” te worden vervangen door de woorden “brevet de gestion de situation de crise, visé à l'article 1^{er}, 25°, de l'arrêté royal du 18 novembre 2015”.

2. Hoofdstuk IV, waarvan artikel 8 deel uitmaakt, bevat de overgangsbepalingen. Punt 7° van dat artikel 8 bepaalt dat de kandidaat “geslaagd [moet] zijn voor de assessmentproef, zoals bedoeld in artikel 6”. Dit laatste artikel was echter nog niet van kracht op het ogenblik waarop de assessmentproef heeft plaatsgevonden.

Volgens de gemachtigde ambtenaar is het de bedoeling te bepalen dat men moet slagen voor een assessmentproef van hetzelfde niveau die bestaat uit dezelfde soort oefeningen als die van het assessment bedoeld in artikel 6 van het ontwerp, en dat de kandidaat wordt beoordeeld op dezelfde punten als die welke in datzelfde artikel 6 worden bedoeld.

Aangezien artikel 6 pas in werking zal treden wanneer het ontworpen besluit is vastgesteld, is de bepaling, die ertoe strekt het Federaal Kenniscentrum voor de civiele veiligheid de mogelijkheid te bieden bekwaamheidsattesten Dir-CP-Ops uit te reiken aan de kandidaat die “in de periode voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit besluit” voldoet aan de cumulatieve voorwaarden bepaald in artikel 8, zoals de inleidende zin van artikel 8 stelt, onverenigbaar met punt 7° van artikel 8 van het ontwerp. Rekening houdend met het feit dat, volgens artikel 45 van het koninklijk besluit van 22 mei 2019, het vereiste houder te zijn van het bekwaamheidsattest bedoeld in artikel 18, §§ 2 en 3, van dat besluit, in werking is getreden op 1 januari 2020 en dat, zoals de gemachtigde ambtenaar heeft gepreciseerd, er sedert 2016 proeven zijn georganiseerd, dient punt 7° te worden aangepast zodat niet wordt verwezen naar de assessmentproef zoals bepaald in artikel 6, aangezien dat artikel hoe dan ook nog niet in werking is getreden, maar wel naar de proeven die daadwerkelijk zijn georganiseerd voor de uitreiking van die attesten.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT